

Il y a 57 ans, le 11 février 1957, Fernand Iveton était guillotiné. Un article d'*El Watan* pour cet anniversaire a donné envie à Christiane Chaulet Achour de rassembler quelques faits concernant Albert Camus et Emmanuel Roblès.

Lectures en ces jours où peu de personnes pensent à Fernand Iveton : les réflexions de Christiane Chaulet Achour, suivies de l'article d'*El Watan*.

Alger 1957 Albert Camus, Emmanuel Roblès et Fernand Iveton

1957 : La Bataille d'Alger

Albert Camus

Alger aux mains des paras de Massu : janvier à octobre : accélération des exécutions à la guillotine : 91 en 1957 dont Iveton.

10 février 1957, Lettre de Camus à Sénac : « si je peux comprendre et admirer le combattant d'une libération, je n'ai que dégoût devant le tueur de femmes et d'enfants. La cause du peuple arabe en Algérie n'a jamais été mieux desservie que par le terrorisme civil pratiqué désormais systématiquement par les mouvements arabes. Et ce terrorisme retarde, peut-être irréparablement, la solution de justice qui finira par intervenir. » (Cf. Hamid Nacer-Khodja, *Albert Camus Jean Sénac ou le fils rebelle*, Paris, Paris Méditerranée-EDIF 2000, pp. 155-156. Toute la lettre est à lire.)

11 février 1957 : exécution de Fernand Iveton, seul « européen » condamné à mort et exécuté pendant la guerre - Mars 1957, publication de *L'Exil et le royaume* - Juin : théâtre - Été à Cordes.

Les éditions Gallimard publient en 2011 un essai collectif, *Albert Camus contre la peine de mort*, Gallimard, coll. « Hors série littérature », octobre 2011. Walid Mebarek, correspondant d'*El Watan* à Lyon, en rend compte dans *El Watan* du 4 octobre 2011, en insistant sur l'action de Camus en faveur des condamnés à mort mais sans faire des recherches par ailleurs pour nuancer la question : ainsi Camus ne participe ni au comité de soutien des époux Guerroudj et d'Abderrahmane Taleb (malgré la lettre pressante que lui adresse Jean Sénac), ni au soutien à Fernand Iveton auquel il consacre une allusion dans son essai. Ce qui ne remet pas en cause, bien évidemment, des interventions plus discrètes. La préface de Robert Badinter apporte une caution de poids en la matière à la figure du « grand homme » à laquelle le ton du compte-rendu participe également.

18 février 1957, M. Feraoun note dans son *Journal*, après une visite faite à Roblès à Alger : « Il revient de Paris où il a vu longuement Camus. Camus se refuse à admettre que l'Algérie soit indépendante et qu'il soit obligé d'y rentrer chaque fois avec un passeport d'étranger, lui qui est Algérien et rien d'autre. Il croit que le FLN est fasciste et que l'avenir de son pays entre les mains du FLN est proprement impensable. » (p. 227)

A la suite de cela, Mouloud Feraoun développe une argumentation dense sur ce que les Français attendent de quelqu'un comme lui, Mouloud Feraoun, et conclut que la justice demande de rétablir une distinction nationale. Il termine par une affirmation souvent donnée mais tronquée : « J'aimerais dire à Camus qu'il est

aussi Algérien que moi et tous les Algériens sont fiers de lui, mais aussi qu'il fut un temps, pas très lointain, où l'Algérien musulman, pour aller en France, avait besoin d'un passeport. C'est vrai que l'Algérien musulman, lui, ne s'est jamais considéré comme Français. Il n'avait pas d'illusions. » (p. 228).

En mars 1957, l'écrivain a publié les nouvelles de *L'Exil et le royaume* dont « L'Hôte » et en septembre, il fait paraître *Réflexions sur la guillotine* (Calmann-Lévy) alors qu'un « Européen », engagé dans la lutte de libération algérienne, a été condamné à mort et exécuté, pendant qu'il mettait au point son manuscrit. **Dans son essai, ce fait n'a droit qu'à une simple mention et sans nommer le condamné : « l'ouvrier communiste qui vient d'être guillotiné en Algérie pour avoir déposé une bombe (découverte avant qu'elle n'explose) dans le vestiaire d'une usine, a été condamné autant par son acte que par l'air du temps. »**

Albert Camus, *Essais*, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », édition Quilliot, p. 1051. Il faut préciser : explosif réglé à une heure où il ne pouvait faire de victimes : Roblès en avait informé Camus et lui avait demandé d'intervenir, ce que Camus avait refusé.

Emmanuel Roblès –

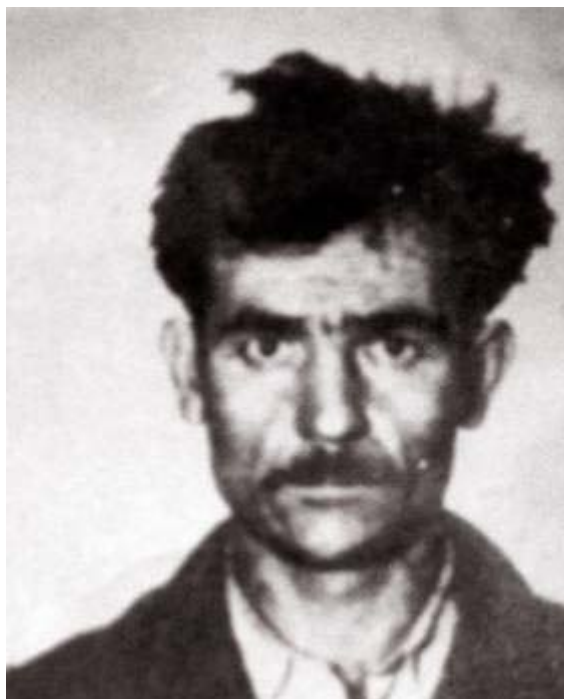
A propos de *Plaidoyer pour un rebelle*, dans la préface à l'édition américaine en 1967, Roblès a précisé : « Pour ne pas gêner la famille de la victime et à la demande de ses amis, j'ai situé la scène en Indonésie où la guerre contre la tutelle hollandaise a ressemblé, par bien des aspects, à la guerre de libération en Algérie. J'ajoute que cette œuvre devait être créée en 1960, c'est-à-dire très près de l'événement qui l'avait inspirée. » Ce déplacement de l'Algérie à l'Indonésie ne s'explique d'ailleurs que si la pièce est écrite pendant la guerre car après, au contraire, il ne se justifiait plus, en tout cas du point de vue de la famille d'Iveton. Fernand Iveton est une figure de la guerre de libération : un roman de Boudjedra l'a inscrit dans sa texture, *Le Désordre des choses*, en 1990 ; un poème écrit le jour de son exécution, à la prison de Barberousse par une militante, Annie Fiorio-Steiner : « Ce matin ils ont osé/ ils ont osé/vous assassiner » l'a mis au plus intime de la mémoire algérienne.

L'écriture de cette pièce éclaire sur l'engagement d'Emmanuel Roblès dans le conflit algérien. Pour l'édition américaine toujours, dans la préface, celui-ci en a éclairé la source : « Près d'Alger, en 1957, un ouvrier français, solidaire de l'insurrection algérienne, plaçait une bombe dans l'usine électrique où il travaillait. Il fut admis à l'enquête qu'il avait réglé l'engin pour que l'explosion ne produisît que des dégâts matériels. Son acte relevait du sabotage révolutionnaire, non du terrorisme aveugle. On le guillotina. Il ne peut bénéficier de ces mesures de grâce qu'on accordait à certains terroristes algériens. Dans un climat de passions furieuses ou désespérées, la justice, pour lui, se montra expéditive. »

Roblès donne toute une gamme de positionnements des Français d'Algérie à travers le juge Hazelhoff, le médecin, le Dr. Van Rook et Keller, traitant les trois personnages avec beaucoup de respect. Si sa position est peut-être plus du côté des deux premiers, celui qui force son plus grand respect est bien Keller. Dans le travail sur la psychologie de ce personnage et sur les propos et les actions qui sont les siens, il y a chez Roblès l'acceptation et la reconnaissance du fait national et de l'exigence de liberté, de dignité et d'indépendance du peuple colonisé. Le fait colonial a vécu et il ne propose pas un aménagement. Là où il s'inscrit en faux, c'est par rapport au terrorisme : toute la pièce vise à montrer l'innocence de Keller en tant que « terroriste aveugle ».

Article sur Iveton, *El Watan*, 16 février 2014

**« Il y a 57 ans, le 11 février 1957, Fernand Iveton était guillotiné -
Qui se souvient de Fernand Iveton ? »**



| © D. R.

Le devoir de mémoire revêt une importance particulière pour l'écriture de l'histoire de la guerre de Libération nationale.

Cependant, si celle-ci demeure toujours d'une actualité brûlante, elle procède malheureusement de moult surenchères politiciennes s'il en est, elle est souvent interpellée pour justifier et légitimer certaines étapes vécues présentement par le pays. Il est à craindre que la volonté proclamée d'écrire «une histoire officielle» de la guerre de libération, histoire déjà balisée et jalonnée, ne procède de cette vision manichéenne. Il est de notre devoir de rendre un vibrant hommage à certains héros «oubliés», parmi eux le chahid Fernand Iveton, guillotiné le 11 février 1957 à la prison de Serkadji.

La période de 1954 à 1962 fut dure, terrible, atroce. Elle fut cruelle et douloureuse. Paradoxalement, elle fut militante et fraternelle. Tant d'êtres souffrirent ; cependant, c'est dans ces moments que certains Algériens de souche et Algériens d'origine européenne apprirent à mieux se connaître, qui plus est, en ces jours de vérité nue. Cinquante ans après la fin de la guerre d'Algérie, l'on hésite encore parfois dans le choix du vocabulaire, afin de ne pas raviver des blessures non cicatrisées. Qui mieux que le sacrifice d'Iveton pourrait symboliser les passerelles empreintes d'humanisme et de justice, jetées entre les hommes et différents horizons sociaux, raciaux et religieux ? Qu'évoque ce nom pour les jeunes Algériens ? La réponse est douloureuse et pour cause, l'histoire de ce militant algérien de la première heure est pratiquement méconnue des nouvelles générations de notre pays.

La raison est à chercher du côté de la culture de l'oubli, cela en l'absence de toute référence au nom de Fernand Iveton sur les édifices publics. Après l'indépendance, le père de Fernand supplie, en vain, les autorités algériennes de donner à son fils ne serait-ce qu'un petit bout de rue. Désespéré d'avoir échoué, il appela Villa Fernand le pavillon qu'il possédait en France. Hélas, quelques années plus tard, on s'est rappelé à l'occasion du sacrifice de ce chahid, non pas pour lui rendre hommage et justice en même temps, mais pour redorer le blason des autorités de l'époque, mis à mal par un article de la presse française, dans lequel il était question de l'ingratitude des autorités algériennes à l'égard des martyrs algériens d'origine européenne ; ce faisant, il cite le cas de Fernand Iveton dont aucune rue ni institution publique ne porte le nom.

Le soir même de la publication de cet article les mettant en cause, les autorités de l'époque, parti unique oblige, ont instruit la kasma FLN d'El Madania (ex-Clos-Salembier), quartier natal de Fernand Iveton, de procéder à la baptismation rapide d'une petite ruelle de 30 mètres. Heureusement que cette mascarade post mortem à l'endroit de ce chahid, qu'on ne peut que qualifier d'ubuesque et tragique à la fois, n'altère en rien le parcours de cet authentique patriote qui a été synonyme de courage, de probité et de sacrifice, et ce, jusqu'au pied de la guillotine où il a crié «Tahia El Djazaïr» en arabe, avant d'être exécuté. En compagnie de deux autres chouhada auxquels nous rendons un vibrant hommage, il s'agit en l'occurrence de Mohamed Ounnouri et Ahmed Lakhmache.

Avant son exécution, il a été d'abord conduit au greffe de la prison, là il déclare : «La vie d'un homme, la mienne, compte peu, ce qui compte, c'est l'Algérie, son avenir et l'Algérie sera libre demain.» Le chahid Didouche Mourad, qui était son voisin de quartier (La Redoute, Clos-Salembier) disait de lui : «S'il y avait beaucoup de gens comme lui, cela aurait changé bien des choses.» Son avocat, Charles Lainné, a été frappé par l'attitude d'Iveton lors de son exécution, il disait : «Il avait l'attitude d'un homme droit en faisant preuve d'une constance et d'un courage admirables.» Il avait ressenti la condamnation à mort, l'exécution d'Iveton, comme une grosse injustice et un déshonneur pour la France. Fernand Meissonnier, son bourreau, disait de lui : «Celui-là fut un condamné à mort modèle, droit, impeccable, courageux jusqu'au couperet.»

L'enfant de Clos-Salembier a été très sensible à la misère qui frappe la population musulmane de son quartier. Il a d'abord commencé à militer dans la cellule de la jeunesse communiste de La Redoute-Salembier, en compagnie de ses voisins de quartier les plus connus, Henri Maillot, Myram Ben (Marylise Benhaïm) et Ahmed Akkache, qui seront plus tard des acteurs très actifs de la guerre de Libération nationale. Ensuite, après le déclenchement de la Révolution, sa démarche était celle d'un homme qui n'était ni un idéologue ni un aventurier, pas de rupture dramatique, mais un glissement progressif vers les combattants du FLN : réunions clandestines, asile offert à des militants recherchés.

Au fil des mois, une interrogation lancinante : «Que fait le parti ?» Iveton est de ceux qui souhaitent un total engagement. Il s'inscrit dans les Combattants de la libération (CDL), structure clandestine armée créée par le Parti communiste algérien en juin 1955. Mais son groupe ne lui propose que des actions dérisoires qu'il exécute avec son camarade de parti, Felix Colozi, (cet homme qui a survécu aux geôles colonialistes n'a jamais quitté l'Algérie et il y vit toujours d'ailleurs). Tandis que son ami d'enfance et voisin, Henri Maillot, officier déserteur, tombe au combat, Iveton s'impatiente.

L'absorption des CDL par le FLN va lui ouvrir les voies de l'action. Il accepte de poser à l'usine de gaz du Ruisseau où il travaille une seule bombe au lieu des deux que lui ramène Jacqueline Guerroudj, et ce, faute de place dans son sac de travail. Iveton réprouve la violence aveugle. Sa bombe ne devra tuer personne, surtout pas ses camarades de travail. Il s'entoure

pour cela de toutes les précautions possibles. Pierre Vidal-Naquet a raison d'écrire : «Iveton ne voulait pas d'une explosion-meurtre. Il voulait une explosion-témoignage.» Lors de son arrestation et en dépit des tortures atroces qu'il avait subies, pour permettre à la deuxième bombe que transportait Jacqueline d'exploser, et aussi permettre à ses camarades de s'échapper, il a pu orienter les enquêteurs sur une fausse piste, en parlant de la fameuse femme blonde conduisant une 2CV, alors que Jacqueline avait les cheveux noirs et était au volant d'une voiture Dyna (Panhard).

Cette résistance a permis de retarder l'arrestation de Jacqueline et des autres. A travers cette description, on a longtemps cru qu'il s'agissait de Raymonde Peschard, la fille de St-Eugène, morte au maquis quelques mois après en Wilaya III (une autre chahida à qui nous devons rendre hommage). A ce chahid qui a su vivre et mourir pour son idéal avec tant de simplicité et de grandeur, nous devons bien un hommage à la hauteur de son sacrifice, qui le sortira de la nuit de l'oubli où il a été longtemps confiné par l'histoire officielle. Une initiative qu'il y a lieu de sacraliser et d'étendre à d'autres victimes de la culture de l'oubli, car ils ont tant souffert pour faire sortir le peuple algérien des ténèbres dans lesquels il a été très longtemps confiné par le système colonial. En rendant hommage à ces héros, nous contribuons à renforcer davantage les valeurs de fraternité, d'humanisme, de tolérance et de liberté dans l'Algérie d'aujourd'hui. D'aucuns savent qu'on en a grandement besoin pour se comprendre et se respecter.

Merzak Chertouk : Ingénieur